

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1738

[2005/201909]

7 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'assainissement des stations-service, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 2005 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture définitive d'une station-service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 mai 2003 portant approbation de l'accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif au financement de l'assainissement des stations-service;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 2005 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture définitive d'une station-service;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2005;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif au financement de l'assainissement des stations-service stipule qu'en cas de fermeture, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire d'un terrain pollué qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds dispose, à peine de déchéance, d'un délai de douze mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception;

Considérant que la date ultime pour le dépôt de ce type de demande d'intervention est le 26 mars 2005, et que ne sont admises que les demandes portant sur des stations-service dont la fermeture définitive est postérieure au 31 décembre 1992;

Considérant qu'un accord est intervenu en vue, d'une part, de reporter la date ultime pour le dépôt des demandes au 31 décembre 2005 et, d'autre part, d'élargir le champ d'intervention du Fonds aux stations-service dont la date de fermeture est antérieure au 31 décembre 1992;

Qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté du 20 janvier 2005 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture définitive d'une station-service afin de permettre d'accorder une subvention aux personnes qui réalisent une étude indicative du sol et du sous-sol d'une station-service quelle que soit la date de fin de l'exploitation;

Considérant que l'arrêté du 20 janvier 2005 limite l'octroi de subventions au cas où l'étude indicative conclut à l'absence de contamination et ne prévoit pas l'hypothèse où la contamination serait étrangère à l'exploitation de la station-service, ou ne nécessiterait pas un assainissement;

Qu'il y a lieu de modifier l'arrêté du 20 janvier 2005 afin de permettre l'octroi de la subvention si l'étude indicative conclut à l'absence de contamination visée par l'arrêté du 4 mars 1999, ou si nonobstant la présence d'une pollution aucun assainissement n'est requis en application de la réglementation wallonne;

Considérant que pour éviter les risques de dérapage budgétaire il y a lieu de prévoir que la subvention est accordée dans la limite des budgets disponibles;

Considérant que les articles 681bis/67 et 68 du règlement général pour la protection du travail tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 imposent la constitution d'un cautionnement préalablement à l'exécution du plan d'assainissement;

Considérant que cette imposition constitue un frein à l'introduction de certains dossiers alors même que les opérations d'assainissement sont couvertes par l'intervention du Fonds;

Qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté du 4 mars 1999 afin de lever l'obligation de constituer une garantie financière systématique pour l'exécution du plan d'assainissement;

Considérant qu'il y a lieu d'invoquer l'urgence vu l'échéance du 31 décembre 2005 et la nécessité pour le bénéficiaire potentiel d'introduire un dossier de demande comportant l'étude indicative;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 2005 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture d'une station-service, la définition suivante est ajoutée :

« - étude de caractérisation : l'étude de caractérisation prévue par l'article 681bis/65 du règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est modifié comme suit : « Dans la limite des budgets disponibles, le Ministre accorde une subvention aux personnes qui réalisent une étude indicative du sol et du sous-sol d'une station-service dont l'exploitation a cessé, aux fins d'introduire un dossier de demande d'intervention dans le cadre de l'accord de coopération. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention est octroyée si l'étude indicative conclut à l'absence de contamination visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, ou si aucun assainissement n'est requis suite à l'étude de caractérisation.

Les conclusions des études visées à l'alinéa 1^{er} doivent être avalisées par le fonctionnaire technique. »

Art. 4. L'article 681bis/67, alinéa 3, du règlement général pour la protection du travail tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, est complété comme suit :

« - lorsque le fonctionnaire technique l'estime nécessaire, une proposition de montant de cautionnement visant à garantir l'exécution d'office du plan d'assainissement ».

Art. 5. L'article 681bis/68, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Elle ne peut être entamée qu'après approbation du plan d'assainissement par le fonctionnaire technique et la constitution du cautionnement lorsque celle-ci est requise ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1738

[2005/201909]

7. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Sanierung der Tankstellen, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Januar 2005 zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2002 über die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Januar 2005 zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 24. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Juli 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2002 über die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen bestimmt, dass der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer eines verschmutzten Geländes, der im Falle einer Schließung seinen Anspruch auf eine Beteiligung des Fonds gelten lassen möchte, unter Gefahr der Aberkennung seines Rechts über eine Frist von 12 Monaten ab der Veröffentlichung der Zulassung des Fonds im *Belgischen Staatsblatt* verfügt, um seinen Antrag auf Beteiligung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einzureichen;

In der Erwägung, dass das allerletzte Datum für die Einreichung dieser Art von Antrag auf Beteiligung den 26. März 2005 ist, und dass nur diese Anträge über Tankstellen, deren Schließung nach dem 31. Dezember 1992 erfolgt, zulässig sind;

In der Erwägung, dass es zu einer Vereinbarung gelangen ist, um einerseits das allerletzte Datum für die Einreichung dieser Anträge auf den 31. Dezember 2005 zu legen und andererseits den Beteiligungsbereich des Fonds auf die Tankstellen, deren Schließungsdatum früher als den 31. Dezember 1992 liegt, auszudehnen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Januar 2005 zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle anzupassen, damit ein Zuschuss an die Personen gewährt werden kann, die eine Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrundes einer Tankstelle durchführen, was auch das Datum der Einstellung des Betriebs sein kann;

In der Erwägung, dass der Erlass vom 20. Januar 2005 die Gewährung von Zuschüssen auf den Fall begrenzt, in dem die Nachweisanalyse darauf schließen läßt, dass es keine Verschmutzung gibt, und die Hypothese nicht vorsieht, dass die Verschmutzung in keinerlei Beziehung mit dem Betrieb der Tankstelle steht oder keine Sanierung erfordert;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, den Erlass vom 20. Januar 2005 abzuändern, um die Gewährung des Zuschusses zu ermöglichen, wenn die Nachweisanalyse darauf schließen läßt, dass es keine im Erlass vom 4. März 1999 erwähnte Verschmutzung gibt, oder wenn trotz des Auftretens einer Verschmutzung keine Sanierung in Anwendung der wallonischen Regelung erfordert wird;

In der Erwägung, dass um die Gefahr von Abweichungen von Haushaltsrahmen zu vermeiden, es vorgesehen werden muss, dass der Zuschuss innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt wird;

In der Erwägung, dass die Artikel 681bis/67 und 68 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 abgeänderten Fassung, die Bildung einer Garantie vor der Durchführung des Sanierungsplans erfordern;

In der Erwägung, dass diese Anforderung die Einreichung gewisser Akten abbremst, während dagegen die Sanierungsmaßnahmen durch die Beteiligung des Fonds gedeckt sind;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, den Erlass vom 4. März 1999 abzuändern, um die Verpflichtung, eine systematische finanzielle Garantie für die Durchführung des Sanierungsplans zu bilden, aufzuheben;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit herangezogen werden muss, angesichts dessen, dass das Verfalldatum am 31. Dezember 2005 liegt, und dass der potentielle Begünstigte eine Antragsakte, die die Nachweisanalyse umfasst, einreichen muss;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Januar 20 zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle muss die folgende Definition hinzugefügt werden:

«- Bestimmungsanalyse: - die Bestimmungsanalyse, die in Artikel 681bis /65 der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung vorgesehen ist.»

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert: «Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister einen Zuschuss an die Personen, die eine Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrundes einer Tankstelle, deren Betrieb eingestellt wurde, durchführen, um einen Antrag auf Beteiligung im Rahmen des Zusammenarbeitsabkommens einzureichen.»

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Zuschuss wird gewährt, wenn die Nachweisanalyse darauf schließen läßt, dass es keine Verschmutzung gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, erwähnt ist oder wenn infolge der Bestimmungsanalyse keine Sanierung erfordert wird.

Den Schlussfolgerungen der im Absatz 1 erwähnten Analysen muss der technische Beamte zustimmen.»

Art. 4 - Artikel 681bis/67, Absatz 3 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, wie abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, wird wie folgt ergänzt:

«- wenn der technische Beamte es für notwendig erachtet, einen Vorschlag des Betrags der Garantie, die darauf gerichtet ist, die Durchführung von Amts wegen des Sanierungsplans zu decken.»

Art. 5 - Artikel 681bis/68, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Mit der Sanierung kann erst begonnen werden, nachdem der Sanierungsplan durch den technischen Beamten genehmigt und die Garantie gebildet wurde, wenn diese erfordert wird.»

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1738

[2005/201909]

7 JULI 2005. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de sanering van tankstations, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten gevolge van de invoeging van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinestations en van het besluit van de Waalse Regering van 20 januari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 mei 2003 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de financiering van de bodemsanering van tankstations;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten gevolge van de invoeging van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinestations, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 januari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 juni 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2005;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de financiering van de bodemsanering van tankstations bepaalt dat de uitbater, de bezetter of de eigenaar van een verontreinigd terrein die in geval van sluiting zijn recht op de tegemoetkoming van het Fonds wenst te laten gelden, op straffe van verval vanaf de datum van bekendmaking van de erkenning van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* over een termijn van twaalf maanden beschikt om zijn aanvraag om tegemoetkoming bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in te dienen;

Overwegende dat dit soort tegemoetkomingsaanvraag uiterlijk 26 maart 2005 ingediend moet worden en dat alleen de aanvragen voor tankstations waarvan de definitieve sluiting na 31 december 1992 plaatsvindt, toegelaten zijn;

Overwegende dat er een akkoord tot stand is gekomen om 'enerzijds' de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen tot 31 december 2005 uit te stellen en 'anderzijds' het toepassingsgebied van het Fonds te verruimen naar de tankstations waarvan de definitieve sluiting vóór 31 december 1992 plaatsvindt;

Dat het besluit van 20 januari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation aangepast moet worden om een subsidie te verlenen aan de personen die een indicatief onderzoek van de grond en de ondergrond van een tankstation uitvoeren, ongeacht de datum van het einde van de uitbating;

Overwegende dat het besluit van 20 januari 2005 de toekenning van subsidies beperkt als het indicatief onderzoek geen verontreiniging vaststelt en niet voorziet in de hypothese waar de besmetting niets te maken zou hebben met de uitbating van het tankstation of geen sanering zou eisen;

Overwegende dat het besluit van 20 januari 2005 gewijzigd moet worden om de toekenning van de subsidie mogelijk te maken als het indicatief onderzoek geen verontreiniging vaststelt, zoals bedoeld in het besluit van 4 maart 1999 of als niettegenstaande het bestaan van verontreiniging geen sanering wordt vereist overeenkomstig de Waalse regelgeving;

Overwegende dat om de afwijkingen van de begrotingsdoelstellingen te voorkomen, ervoor moet worden gezorgd dat de subsidie binnen de perken van de beschikbare begrotingen wordt verleend;

Overwegende dat de artikelen 681bis/67 en 68 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 het verstrekken van een borgtocht vóór de uitvoering van het saneringsplan opleggen;

Overwegende dat die oplegging de indiening van bepaalde dossiers verhindert, terwijl de saneringshandelingen door de tegemoetkoming van het Fonds worden gedekt;

Overwegende dat het besluit van 4 maart 1999 aangepast moet worden om de verplichting tot het verstrekken van een systematische financiële garantie voor de uitvoering van het plan op te heffen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ingeroepen moet worden gezien de vervaldatum van 31 december 2005 en de noodzaak voor de potentiële begunstigde om een aanvraagdossier met het indicatief onderzoek in te dienen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 januari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation wordt de volgende begripsbepaling toegevoegd :

« - indelingsonderzoek : het indelingsonderzoek bedoeld in artikel 681bis/65 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt : « Binnen de perken van de beschikbare begrotingen verleent de Minister een subsidie aan de personen die een indicatief onderzoek uitvoeren van de grond en de ondergrond van een tankstation waarvan de uitbating stopgezet is, om een dossier inzake tegemoetkomingsaanvraag in te dienen in het raam van het Samenwerkingsakkoord. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De subsidie wordt toegekend als het indicatief onderzoek geen verontreiniging vaststelt zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten gevolge van de invoering van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinstations of als geen sanering ten gevolge van het indelingsonderzoek wordt vereist.

De conclusies van de onderzoeken bedoeld in het eerste lid moeten door de technisch ambtenaar goedgekeurd worden. »

Art. 4. Artikel 681bis/67, derde lid, van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten gevolge van de invoering van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinstations wordt aangevuld als volgt :

« - wanneer de technisch ambtenaar het nodig acht, een voorstel van borgsom om te garanderen dat het saneringsplan van ambtswege zal worden uitgevoerd. »

Art. 5. Artikel 681bis/68 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De sanering mag pas aangevat worden na goedkeuring van het saneringsplan door de technisch ambtenaar en na de borgstelling wanneer die wordt vereist. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN